

Jean-François Dagenais, associé

Montréal, le 27 mars 2015

PAR COURRIEL

SOUS TOUTES RÉSERVES

Me Sonia LeBel, procureure en chef
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction
600, rue Fullum, sous-sol – secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6

Objet : M. Luc Lachapelle
Votre dossier : inconnu
Notre dossier : 12301-12

Chère consœur,

Nous représentons les intérêts de M. Luc Lachapelle, lequel nous a transmis le préavis selon l'article 82 des Règles de procédures (le « Préavis ») émis par la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (« Commission »), pour étude, considération et réponse.

En sus du Préavis, nous avons consulté les rapports d'audiences de la Commission concernant les énoncés du Préavis ainsi que les lois et règlements applicables.

Notre client tient à préciser qu'il est en profond désaccord avec les conclusions défavorables que tire la Commission à son égard. D'une part, ces conclusions ne semblent venir que d'une seule source dont la fiabilité est douteuse. En aucun temps la Commission n'a-t-elle cherché à rencontrer, interroger ou faire témoigner M. Lachapelle pour valider ses conclusions.

Au surplus, le témoin à la base des conclusions défavorables de la Commission n'a pas été contre-interrogé par notre cliente en manquement flagrant des règles de justice naturelle auxquelles la Commission est assujettie.

Ainsi, dans les circonstances ci-haut mentionnées, notre client invite la Commission à une extrême prudence dans l'énoncé d'éventuelles conclusions défavorables à son encontre sans que ces conclusions ne soient appuyées par une démarche d'enquête respectant les règles de justice naturelle que sont une audition publique et impartiale et un processus

d'enquête indépendant et exempt de tout préjugé comme le commande la Charte des droits et libertés de la personne.

Notre client conteste donc les conclusions défavorables énoncées au Préavis parce que la preuve déposée à la Commission ne permet pas de telles conclusions. M. Lachapelle ajoute au surplus qu'il n'a jamais participé à un processus de collusion dans le domaine de l'asphaltage et que toute assertion en ce sens lui serait hautement préjudiciable.

Nous vous prions d'agréer, chère consoeur, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

BCF s.e.n.c.r.l.



JEAN-FRANÇOIS DAGENAI, avocat

JFD/tf

c.c. M. Luc Lachapelle